

Le G7, sommet de l'hypocrisie occidentale

par Thierry Meyssan

Les réunions du G7, qui étaient originellement de simples conversations à bâtons rompus entre leaders occidentaux, ont ambitionné de se transformer en gouvernement mondial, avant de sombrer et de devenir un training de communication. Le sommet d'Ise-Shima a passé en revue les principaux problèmes du monde définissant, pour chacun d'entre eux, les éléments de langage à employer.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 30 MAI 2016

ESPAÑOL PORTUGUÉS TÜRKÇE DEUTSCH ENGLISH فارسی



La première réunion du G5 à Rambouillet (1975).

Le G7 vient de se réunir à Ise-Shima (Japon). Mais alors que nous avons été abreuvés par les sommets précédents, celui-ci a été à peine couvert par la presse internationale. C'est que cette réunion a profondément changé d'objectif.

Dans le contexte du premier choc pétrolier, en 1974, cinq ministres des Finances (Allemagne fédérale, France, Japon, Royaume-Uni, USA) se réunirent sans ordre du jour à la bibliothèque de la Maison-Blanche, juste

pour échanger leurs points de vue. C'était le « Library Group ».

Sur ce modèle, les deux seuls survivants de ce groupe, Valéry Giscard d'Estaing qui était devenu président de la République française et Helmut Schmidt qui était devenu chancelier d'Allemagne fédérale, prirent l'initiative d'inviter l'année suivante (1976), au château de Rambouillet, les chefs d'État et de gouvernement des mêmes pays, plus l'Italie, afin d'échanger leurs points de vue sur les grands sujets du moment. À l'époque, les sommets internationaux étaient rares et extrêmement formels. Le G6 tranchait par son absence de protocole, son caractère simple, détendu et amical, dans une atmosphère de club privé. Les discussions avaient lieu directement en anglais, sans traducteurs. La réunion était annoncée au dernier moment. Il n'y avait pas d'ordre du jour, ni de journalistes.

En 1977, on invita également le Premier ministre du Canada (G7), et à partir de 1978 le président de la Commission européenne. En 1994, le président russe fut invité et officiellement intégré en 1997 (G8). Les Occidentaux étaient en effet persuadés qu'après l'effondrement de l'URSS, la Russie était en train de les rejoindre de sorte qu'ils allaient, ensemble, créer un monde unipolaire et le dominer. C'était l'époque où se constituait une classe dirigeante transnationale à l'ambition sans limite. Elle imaginait pouvoir balayer le droit international et se substituer au Conseil de sécurité des Nations unies afin de gouverner le monde sans contrôle.

En 2000, le G8 soutint la proposition de Paul Wolfowitz et de la Banque mondiale d'annuler la dette des pays les plus pauvres. Il y avait cependant une petite condition : ils devaient libéraliser totalement leur économie, de sorte que les multinationales puissent les piller sans restriction. Sur 62 pays concernés, seuls 9 États acceptèrent ce marché de dupes. La prise de position du G8 souleva un mouvement mondial anti-globalisation. Lors du sommet suivant, à Naples (2001), la répression des manifestations fit un mort. Il fut alors décidé que désormais ces sommets se tiendraient hors des grandes villes, sous une importante protection policière et militaire. On pourrait y ourdir ce que l'on souhaite à l'abri des regards.

Mais en 2013 les choses tournèrent au vinaigre : Vladimir Poutine était de retour au Kremlin et les Occidentaux venaient de relancer la guerre contre la Syrie malgré les engagements négociés par Kofi Annan et confirmés par le Communiqué de Genève. Le sommet de Lough Erne se transforma en

affrontement à 1 contre 7. Il devait porter sur la lutte contre les paradis fiscaux, mais la discussion fut accaparée par le retournement occidental sur la Syrie. L'année suivante (2014), après le coup d'État à Kiev, la division de l'Ukraine et l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie, l'Allemagne constata que la confiance entre les participants était rompue et que la réunion ne pouvait pas se tenir dans sa forme habituelle. Les Occidentaux décidèrent d'annuler en catastrophe leur participation au sommet de Sochi et se retrouvèrent sans la Russie, à La Haye (Pays-Bas). Le G8 moins 1 redevenait le G7.

Il y a 42 ans, le sommet se concluait par une brève déclaration indiquant les sujets économiques qui avaient été abordés et soulignant la cohésion du bloc occidental. Rapidement, ces communiqués furent allongés, pour rassurer les investisseurs internationaux qu'aucune décision importante ne se prenait dans cette réunion secrète. À partir de l'invitation de la Russie et de venue en nombre de journalistes, on adjoint une déclaration politique visant à montrer que le monde s'unifiait autour de Washington. Puis on commença à publier de longues dissertations sur l'état du monde et la bonne volonté des puissants pour l'améliorer. Mais, jamais, absolument jamais, aucune décision ne fut prise par le G8. Tout au plus annonça-t-on des engagements que l'on s'empressa d'oublier (comme éradiquer la faim dans le monde) ou promulgua-t-on des Chartes que l'on s'empressa de violer (sur les Sources ouvertes par exemple).



À partir de 2001, le G8, qui s'affiche comme un gouvernement mondial parallèle aux Nations unies, devient en réalité une réunion de concertation sans enjeux. Sur cette photographie, interdite de publication dans plusieurs pays, on voit le président Dmitri Medvedev ivre au sommet de 2011.

© Réseau Voltaire

Ce qu'est devenu le G7

Sur les 9 membres officiels du G7, 2 ont une double voix : les États-Unis peuvent compter sur le président de la Commission européenne, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, qui a dû démissionner de ses fonctions de Premier ministre après que l'on eut révélé son appartenance au Gladio (service secret de l'Otan). L'Allemagne, quant à elle, s'appuie sur le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, dont la famille est liée depuis le début de la Guerre froide à celle des Merkel.

Désormais, le G7 est une simple rencontre de formatage. Les États-Unis et l'Allemagne indiquent des éléments de langage que leurs vassaux sont priés d'adopter. Des milliers de journalistes assistent à cette grande messe. En définitive, le sommet d'Ise-Shima a publié une longue déclaration économique-politique et six documents annexes qui reflètent le langage des élites US. Tout y est parfait en apparence tout au moins, car une lecture approfondie —nos allons le voir— est au contraire scandaleuse.

Dans l'introduction de leur déclaration, les membres du G7 soulignent leurs valeurs communes dont les quatre principales sont :

- ▶ la liberté
- ▶ la démocratie
- ▶ l'état de droit
- ▶ le respect des Droits de l'homme.

Puis, ils affirment leur capacité à garantir

- ▶ la paix
- ▶ la sécurité
- ▶ et la prospérité du monde.

Enfin, ils désignent leur priorité :

- ▶ la croissance économique globale.

Un petit enfant comprend sans difficulté que ces « grandes personnes », en affirmant que leur priorité est la croissance économique globale, se moquent des idéaux et des objectifs qu'ils affichent.



Les 9 membres du G7.

La déclaration finale du G7

Je me bornerais ici à étudier les passages de la déclaration relatifs à la politique internationale vue par ces 9 personnes qui aspirent à être les plus puissantes au monde [1]. C'est un catalogue des 18 principaux mensonges occidentaux actuels. Il fournit une occasion de passer en revue les principaux sujets de conflit.

► **La « lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent »** [2].

C'est désormais une chose malheureusement acquise dans les sommets internationaux, le terrorisme, y affirme-t-on, serait le fruit de l'extrémisme violent. Il s'agirait uniquement de la maturation de problèmes psychologiques personnels dans des contextes politiques non-résolus. Le terrorisme ne serait donc pas une stratégie militaire, aucun État ne le mettrait en œuvre et il serait exclusivement financé par des dons privés et des trafics divers. C'est la théorie défendue depuis décembre 2015 par le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, venu se joindre au G7 pour y apporter l'illusion d'un consensus mondial [3] : le seul ennemi, c'est la « radicalisation ». Une formulation qui permet à ceux qui organisent le terrorisme de combattre n'importe quelle forme d'opposition, sous prétexte de prévenir le terrorisme.

Comme nous le développons à longueur de colonnes depuis 2001, au moins 8 des 9 membres du G7 sont directement impliqués dans le soutien à Al-Qaïda et à Daesh en Irak, en Syrie et en Libye. Seul le Canada de Justin Trudeau semble ne plus participer à cette guerre secrète.

► « **Les migrations et la crise des réfugiés** » (et non pas la crise des réfugiés et des migrants).

On notera la distinction sémantique entre le flux des migrations et la crise des personnes réfugiées. Les migrants choisissent de se déplacer. Ils sont considérés comme un flux, pas comme des personnes, au contraire des réfugiés qui sont contraints au déplacement et ont droit à une protection internationale.

Or, il y a en réalité très peu de réels réfugiés. La grande majorité des Syriens qui ont fui leur pays a refusé de le défendre face aux jihadistes parce qu'elle était persuadée que la République allait être renversée par l'Otan. D'autres ont fui les combats en espérant revenir après la victoire des jihadistes et la construction d'un véritable État islamique. Mais le droit international ne reconnaît pas la qualité de réfugiés aux insoumis qui refusent de porter les armes pour défendre leur patrie attaquée de l'étranger, ni à ceux qui espèrent une victoire sans avoir à se battre.

Il ne fait pas de doute que le phénomène de fuite des Syriens a été encouragé par les États qui attaquent le pays et espéraient ainsi le vaincre en le vidant de ses habitants. Or, tous les membres du G7 ont participé à ce plan.

► **La Syrie**

Le G7 condamne avec la plus grande fermeté les violations de la cessation des hostilités par le « régime syrien ». Certes, mais il ne dit mot ni sur les violations commises auparavant par les groupes armés, ni —et c'est cela qui est important— sur les violations qu'il a lui-même commis en premier. Je parle par exemple de la livraison de 2 000 tonnes d'armes et de munitions par le département US de la Défense, ainsi qu'attesté par la revue *Jane's*. Des armes et des munitions dont au moins la moitié ont été remises à Al-Qaïda et à Daesh que le G7 prétendait combattre quelques lignes plus haut [4].

Le G7 condamne également « le régime » (expression péjorative désignant un État membre de l'Onu et visant à souligner que le but de guerre du G7 est de « changer le régime ») pour avoir bloqué l'accès humanitaire international. Or, les cas cités par l'Onu correspondent à un non-respect par l'Onu elle-même des dates ou des trajets préalablement convenus avec le gouvernement syrien. Outre que le G7 ne condamne pas

les groupes armés pour avoir bloqué l'accès de plusieurs localités, il annonce qu'il prendra prétexte de ce qu'il reproche abusivement au « régime » pour autoriser le Programme alimentaire mondial à parachuter de l'aide dans les zones jihadistes. Or, le PAM n'ayant pas lui-même les moyens de ce type d'opération, il les sous-traitera à l'US Air Force qui ne parachutera pas que des vivres et des médicaments, mais aussi des armes et des munitions. Ce type d'opération n'a que l'apparence de l'humanitaire car les vivres et médicaments parachutés dans les zones jihadistes seront immédiatement confisqués par les groupes armés qui les revendront à prix d'or aux populations sous leur coupe, voire les exporteront vers la Turquie comme on l'a constaté récemment.

Enfin le G7 évoque la question des armes chimiques, sans désigner aucun camp ; signe qu'il pourra toujours utiliser cette accusation contre n'importe quel acteur, y compris les groupes armés et la Turquie. C'est un moyen de chantage sur l'imprévisible gouvernement Erdoğan.

► **L'Irak**

Le G7 soutient « l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale » du pays. Il félicite le gouvernement irakien pour sa lutte contre Daesh et annonce qu'il soutient d'ores et déjà les efforts de Bagdad pour venir en aide aux populations dans les zones libérées. Cependant, vu qu'il n'a pas également félicité le « régime » syrien pour ses victoires contre Daesh, on en conclut que —contrairement aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu— son objectif principal n'est pas la lutte contre le terrorisme.

Les membres du G7 annoncent dépenser actuellement plus de 3,6 milliards de dollars pour aider les autorités irakiennes, y compris kurdes. Ce faisant, il contredit ce qu'il écrivait quelques lignes plus haut : en effet, il prétend soutenir l'unité du pays, mais il livre des armes directement à une province qu'il encourage à ne plus obéir au pouvoir central.

► **Iran**

Avec aplomb, le G7 se félicite de l'accord 5+1 conclu il y a un an avec l'Iran. Or, celui-ci prévoyait la levée des sanctions états-uniennes, européennes et internationales, ce qui aurait dû permettre à l'Iran de jouir à nouveau de 150 milliards de dollars bloqués un peu partout dans le monde. Cependant, si de petits pays ont effectivement débloqué les fonds qu'ils avaient été contraints de geler —par exemple, la Suisse pour 12

millions de dollars—, l'Iran n'a toujours pas vu la couleur du moindre centime bloqué aux États-Unis ou dans l'Union européenne. Pire, alors qu'officiellement Washington venait de faire semblant de débloquer 450 millions de dollars, ils ont immédiatement été placés sous séquestre par un juge états-unien « indépendant » au motif de dédommager les victimes des attentats du 11-Septembre dont les États-Unis n'avaient jamais accusé l'Iran durant les 15 dernières années. La prise de position des 9 membres du G7 vient ici en réponse à la plainte déposée par l'Iran au Conseil de sécurité avec le soutien du Mouvement des États non-alignés [5].

Le G7 poursuit en condamnant les recherches iraniennes en matière de missiles qui contreviendraient à la résolution 2231. Or, cette résolution n'aborde pas cette question. L'ambassadrice Samantha Power avait d'ailleurs rappelé lors du débat au Conseil de sécurité que l'Iran devrait non seulement se conformer à la résolution mais aussi appliquer d'autres règles internationales en matière de missiles balistiques [6]. Les États-Unis savent qu'ils ne peuvent lier la question des missiles balistiques et celle du nucléaire, d'ailleurs depuis l'accord 5+1 ils n'ont déposé aucune plainte contre l'Iran.

► **République populaire démocratique de Corée**

Le G7, condamne les recherches nucléaires de ce qu'il appelle la « Corée du Nord », soulignant ainsi que les États-Unis sont en guerre contre elle depuis 1950. De fait, il peut s'appuyer sur plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Cependant, en l'absence de traité de paix et vu la pression exercée durant 10 ans contre l'Iran qui n'avait pas de programme nucléaire militaire, on comprend que Pyongyang ne s'y soit pas conformé.

► « **Ukraine/Russie** »

Le G7 réaffirme l'obligation de respecter « la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance » de l'Ukraine. Puis, il condamne l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. C'est un exemple de plus de l'hypocrisie occidentale. Car, ce sont les membres du G7 qui ont organisé le coup d'État à Kiev, violant ainsi la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. Les citoyens qui refusaient le putsch ont d'abord tenté d'entrer en résistance. Ils se sont rapidement rendu compte que la population se divisait géographiquement entre pro-atlantistes et pro-russes. Les zones pro-russes, la Crimée, le Donbass et Lougansk ont proclamé leur indépendance, mais seule la Crimée a réagi assez rapidement pour

demander son rattachement à la Fédération de Russie.

On observera juste une phrase critiquant la corruption du gouvernement ukrainien ; signe que les membres du G7 sont bien encombrés par leur nouvel allié.

► **Libye**

Le G7 apporte son soutien au gouvernement présidé par Fayez al-Sarraj —seule autorité aujourd'hui reconnue par l'Onu— de manière à pacifier le pays, à permettre son exploitation pétrolière et à lutter contre Daesh.

Le pays n'ayant plus de chef légitime s'est divisé en tribus. Le gouvernement al-Sarraj a été constitué par l'Onu lors des Accords de Skhirat (avril 2015). Mais il n'a jamais été investi par la Chambre des représentants qui avait été créée par l'Otan après l'assassinat de Mouamar el-Kadhafi. Il n'est donc pas plus légitime que les autres, même s'il est plus obéissant. Quoi qu'il en soit, les membres du G7 annoncent soutenir la levée de l'embargo sur les armes à son seul profit, ce qui devrait lui permettre soit de massacrer ses rivaux, soit de relancer la guerre civile.

► **Afghanistan**

Les membres du G7 soutiennent tout « processus de paix animé par les Afghans », ce qui est pour le moins effarant 15 ans après l'invasion anglo-US et les accords de Bonn imposés par les vainqueurs. Ils se félicitent de la participation de l'Afghanistan au sommet de l'Otan, en juillet prochain à Varsovie, ce qui en dit long sur ce processus de paix « animé par les Afghans » et sur la volonté de poursuivre l'encerclement militaire de la Russie.

► **« Processus de paix au Proche-Orient »**

Le G7 admet par cette formule que le conflit israélo-palestinien est en réalité un conflit israélo-arabe. Compte-tenu des mauvaises relations avec l'actuel Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le G7 soutient l'initiative française d'une conférence internationale... sans les Israéliens, ni les Palestiniens ; seul moyen selon lui de faire avancer la « solution à deux États ».

► **Yémen**

Avançant avec précaution, le G7 affirme que la paix au Yémen passe par

la reprise de la transition politique. Une formulation indirecte pour signifier qu'il soutient le président de transition chassé par la rue, Abd Rabbo Mansour Hadi, qui est porté à bouts de bras par l'Arabie saoudite et Israël.

► **Afrique**

Alors que le G7 avait traité en détail des États précédents, il ne s'encombre pas de la même attention pour le Burkina Faso, le Burundi, le Mali, le Nigeria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan du Sud, ainsi que quelques autres États pas même nommés du Bassin du Tchad, du Sahel et de la Corne de l'Afrique. Tous sont expédiés en un seul paragraphe qui liste quantité de problèmes et les invite à renforcer les organisations inter-gouvernementales pour les résoudre. Le Pentagone n'a toujours pas digéré que l'AfriCom n'ait pas été accueilli à bras ouverts par les Africains lors de sa création.

Ce paragraphe a été rédigé en présence du président tchadien, Idriss Déby, qui avait été invité en marge du sommet. La sacro-sainte règle états-unienne selon laquelle aucun chef d'État ne doit briguer plus de deux mandats consécutifs ne s'applique pas dans ce pays. M. Déby, au pouvoir de manière interrompue depuis plus de 25 ans, est accusé de nombreux crimes dans son pays et au Darfour, mais c'est le meilleur allié pour un déploiement militaire sur le continent noir.

► **Venezuela**

Le G7 souhaite à la fois un dialogue entre le gouvernement et les citoyens et entre le gouvernement et le parlement. Cette formule suggère habilement que le gouvernement est un régime autoritaire contesté à la fois par son peuple et par les partis politiques.

En réalité, Washington ayant échoué à organiser des émeutes (la « Guarimba ») en 2014 [7], à réaliser un coup d'État en février 2015 [8] a décrété que le Venezuela était « une menace contre [sa] sécurité nationale » [9], puis a fabriqué un dossier pour accuser l'un des principaux leaders boliviariens, Diosdado Cabello, d'être un trafiquant de drogues [10]. Malgré les politesses du président Obama lorsqu'il rencontra son homologue vénézuélien, il a renouvelé son décret en 2016. Le 25 février, le SouthCom et les Forces spéciales US rédigeaient un plan de déstabilisation du pays qui a malheureusement fuité [11]. Son objectif est, dans les années

à venir, de provoquer le chaos comme cela a été fait au Levant.

► **Sécurité maritime**

Le G7, qui se pose en garant de la sécurité maritime bien que ses membres aient organisé les pirates de la Corne de l'Afrique dans les années 2009-10 [12], critique les revendications de Pékin en mer de Chine en s'appuyant sur le droit de la mer, ce qui n'est absolument pas le problème.

Les revendications de Pékin sont historiquement légitimes et ne gênaient personne jusqu'à la découverte de gisements de pétrole. Les îles Spratleys et Paracels furent considérées comme chinoises jusqu'au XVIIIe siècle. Mais comme elles étaient largement inhabitées, jamais l'Empereur n'y envoya de représentant. Elles furent abandonnées lors de la colonisation de la Chine au XIXème siècle. De fait, elles peuvent donc être revendiquées aujourd'hui aussi bien par Taipei que par Beijing selon la manière dont on interprète la décolonisation. Et bien évidemment, les anciennes puissances coloniales n'ont pas la même lecture des événements que le peuple chinois qui les a boutées hors de son pays.

► **Non-prolifération et désarmement**

On se doute bien que le G7 est favorable à la non-prolifération nucléaire et au désarmement, puisque son discours est toujours pacifique, bien que sa pratique soit impérialiste.

L'hypocrisie occidentale est ici incarnée par Barack Obama qui reçut le prix Nobel de la Paix pour avoir annoncé sa volonté d'en finir avec les armes nucléaires, mais qui, une fois au pouvoir, a au contraire modernisé et étendu l'arsenal nucléaire US. Juste après le sommet, il s'est rendu à Hiroshima où il a prononcé un discours. Bien sûr, il n'a pas présenté d'excuses —il n'est pas responsable de ce que son prédécesseur a fait—, mais il n'a pas répondu à la question de la légitimité du bombardement atomique, ce qui ne laisse pas de doute sur le fond de sa pensée.

Le G7 feint d'ignorer que, l'année dernière, une famille a réussi à se procurer la bombe atomique et a déjà utilisé au moins deux bombes tactiques au Yémen [13]. C'est pourtant un danger tangible, bien plus grave que celui représenté par les essais nord-coréens. En outre, le fait que les Séoud aient acquis cette technologie à titre privé et non pas au nom de leur État, l'Arabie saoudite, ouvre une brèche supplémentaire dans le Traité de non-prolifération.

► **Réforme des Nations unies et des opérations de paix**

Comme il se doit, le G7 se montre favorable à une évolution de l'organisation des Nations unies. Il en profite pour réaffirmer son soutien aux décisions du sommet sur les Opérations de paix que le président Obama avait présidé à l'Onu.

Le problème, c'est que le principe même des opérations de maintien de la paix est contraire à la Charte de l'Onu. Lors de sa création, les fondateurs avaient prévu des missions d'observation pour vérifier l'application d'accords de paix. Elles n'étaient possibles et utiles qu'en cas d'accord entre les parties au conflit. Au contraire aujourd'hui, le Conseil de sécurité impose sa solution aux parties, c'est-à-dire se range d'un côté ou d'un autre, et déploie une Force armée pour contraindre à son respect. C'est simplement l'habillage en droit international d'une pratique coloniale.

► **Droits de l'homme**

Ce court paragraphe illustre parfaitement le fond de mon propos : qui serait opposé aux Droits de l'homme ? Personne. Cependant, le texte présente le respect de ces Droits comme « un partenariat entre les États et les sociétés civiles ». Ce faisant, il reprend la définition britannique de ces Droits et celle d'Emmanuel Kant pour la société civile.

Selon le G7, les Droits de l'homme sont une protection des individus face à la raison d'État. Chacun doit pouvoir ester en justice contre les abus qu'il estime subir. La « société civile », c'est-à-dire les acteurs politiques —autrefois, les roturiers— qui ne participent pas à la vie des partis politiques, doivent donc pouvoir représenter les citoyens contre l'État. Ce charabia est la négation des Révolutions française, russe, cubaine et iranienne pour qui le premier Droit de l'homme est de questionner la légitimité du Pouvoir et non de s'en protéger. Ce faisant, le G7 affirme que la nouvelle classe dirigeante internationale n'entend pas se laisser renverser.

► **Sécurité nucléaire**

Le G7 distingue ici la sécurité des techniques (safety) de la sécurité politique des installations (security). Il appelle les actionnaires des multinationales concernées à respecter la Convention internationale qui régit leur activité. Et il se félicite du sommet organisé par la Maison-Blanche sur la prévention du vol d'armes nucléaires par des groupes

terroristes.

En distinguant la question d'éventuelles armes atomiques détenues par des terroristes de celle de la non-prolifération, le G7 montre clairement qu'il ne poursuit sérieusement aucun de ces deux objectifs. La non-prolifération, c'est uniquement l'interdiction faite aux puissances non-nucléaires de rejoindre le club des puissances nucléaires. Le sommet de la Maison-Blanche c'était un prétexte pour que le Pentagone puisse « aider » chaque État et donc mieux les contrôler.

L'avenir du G7

L'histoire du G7 reflète l'évolution des relations internationales. Durant la Guerre froide, c'était un club de chefs d'État et de gouvernement qui se réunissaient discrètement pour apprendre à travailler ensemble. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il se transforma en sommet des grands de ce monde qui entendaient le régenter en dehors des Nations unies. Paradoxalement, son effondrement actuel n'est pas dû à une cause politique, la révolte russe, mais à une distinction sociologique : les leaders russes sont de la même trempe que ceux qui étaient jadis au pouvoir en Occident, ils n'ont rien en commun avec la nouvelle classe dirigeante qui se rencontre à Davos.

Thierry Meyssan

[1] "G7 Ise-Shima Leaders' Declaration", *Voltaire Network*, May 26th, 2016.

[2] "G7 Action Plan on Countering Terrorism and Violent Extremism", *Voltaire Network*, May 27th, 2016.

[3] « Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent », par Ban Ki Moon, *Réseau Voltaire*, 24 décembre 2015.

[4] « Les États-Unis violent le cessez-le-feu en Syrie et arment Al-Qaïda », *Réseau Voltaire*, 25 avril 2016.
« Qui arme les jihadistes durant le cessez-le-feu ? », par Thierry Meyssan, *Télévision nationale syrienne*, *Réseau Voltaire*, 30 avril 2016.

[5] « Plainte de l'Iran au Conseil de sécurité », *Réseau Voltaire*, 6 mai 2016.

[6] « Résolution 2231 et débats (nucléaire iranien) », *Réseau Voltaire*, 20 juillet 2015.

[7] « États-Unis contre Venezuela : la Guerre froide devient chaude », par Nil Nikandrov, Traduction Roger Lagassé, *Strategic Culture Foundation* (Russie), *Réseau Voltaire*, 10 mars 2014. « Las "guarimbas" de Venezuela : derecha embozada », por Martín Esparza Flores, *Contralínea* (Mexique), *Red Voltaire*, 28 de abril de 2014.

[8] « Obama rate son coup d'État au Venezuela », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 février 2015.

[9] "Executive Order – Blocking Property and Suspending Entry of Certain Persons Contributing to the Situation in Venezuela", by Barack Obama, *Voltaire Network*, 9 March 2015.

[10] « [Washington fabrique un dossier contre Caracas](#) », *Réseau Voltaire*, 21 mai 2015.

[11] « [Operación Venezuela Freedom-2](#) », *Red Voltaire*, 22 de mayo de 2016.

[12] « [Pirates, corsaires et flibustiers du XXI^e siècle](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie) , *Réseau Voltaire*, 25 juin 2010.

[13] « [Alarme rouge nucléaire](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie) , *Réseau Voltaire*, 23 février 2016. « [L'Arabie saoudite a la bombe atomique](#) », par Giulietto Chiesa, Traduction IlFattoQuotidiano.fr, *Réseau Voltaire*, 1er mars 2016. « [Le Proche-Orient nucléarisé !](#) » et « [La bombe saoudienne \(vidéo\)](#) », par Thierry Meyssan, *Télévision nationale syrienne* , *Réseau Voltaire*, 29 février et 7 mars 2016.

Source : « [Le G7, sommet de l'hypocrisie occidentale](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 mai 2016, www.voltairenet.org/article191980.html